

**Accord relatif aux modalités de répartition de la
subvention aux activités sociales et culturelles entre les
CSE d'établissement de la Société
ALSTOM Transport S.A.**

Entre la société Alstom Transport SA « ATSA », ayant son Siège Social 48 rue Albert Dhalenne à Saint-Ouen (93400), représentée par Madame Maud LIEVIN – VP HR France ;

D'une part,
Et

Les Organisations Syndicales Soussignées,

D'autre part ;

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

PREAMBULE

Dans le cadre des dispositions de l'article 7.4.1 de l'accord en date du 4 février 2019 relatif à la mise en place et au fonctionnement des CSE d'établissement et du CSE central au sein d'ATSA, les parties se sont rencontrées en vue de définir, conformément aux dispositions de l'article L 2312-82 du Code du travail, les modalités de répartition entre les différents CSE d'établissement de l'entreprise du budget total qu'elle accorde pour la gestion des activités sociales et culturelles.

Indépendamment des diverses participations que l'entreprise prend en charge en fonction des particularités de chaque site (restauration essentiellement), lesquelles subsistent, les parties ont souhaité établir une règle plus équitable de répartition entre les différents CSE d'établissement de la subvention qu'elle verse chaque année en prenant en compte, en le pondérant, le seul critère des effectifs.

Article 1 : Modalités de calcul de la subvention aux ASC et de sa répartition entre les différents établissements

1-1 Rappel de l'existant

Jusqu'à ce jour, la Direction a versé au Comité d'établissement de chacun des 12 sites d'ATSA une subvention aux activités sociales et culturelles (ASC) égale à un pourcentage de la masse salariale de l'établissement, celui-ci étant différent d'un site à l'autre. (Cf. annexe 1)

1-2 Nouvelles dispositions

Il est constaté que le montant total des subventions versées à l'ensemble des établissements est égal à 2,116% de la masse salariale de l'entreprise ATSA.

Les parties conviennent pour l'avenir de procéder à une répartition de cette subvention aux ASC entre établissements en fonction des effectifs et selon les modalités suivantes :

- Le montant à répartir (MAR) est égal à 2,116 % de la masse salariale de l'entreprise auquel est retiré un montant égal à 0,75% de la masse salariale de Tarbes ; cette dernière somme correspondant à la reconnaissance d'un avantage spécifique consenti historiquement par la Direction à ce site.
- Les effectifs retenus sont les effectifs arrêtés au dernier jour du mois ; ils intègrent tous les salariés quel que soit leur contrat de travail sauf impatriés et stagiaires.
- Ces effectifs sont décomposés pour chaque établissement par tranches de 200 : de 0 à 200, 201 à 400 ; 401 à 600 etc...
Huit tranches d'effectifs sont définies, la huitième tranche correspondant aux effectifs de 1401 salariés et plus.
Par exemple, un effectif de 250 salariés est décomposé en 200 unités dans la tranche 0 à 200 et 50 unités dans la tranche 201 à 400.
- Une subvention moyenne unitaire (SMU) est définie, elle est égale au rapport du montant à répartir (MAR) / effectifs au dernier jour du mois de l'entreprise.
Par définition, la subvention moyenne unitaire (SMU) est affectée à la tranche d'effectifs 601-800.
- Une subvention moyenne unitaire est ensuite déterminée pour chaque tranche d'effectifs de 200 : écart de plus ou moins 20€ par rapport à la subvention affectée à la tranche suivante, selon que la tranche d'effectif considérée se situe au-dessus ou en-dessous de la tranche d'effectif 601-800.
- Ces subventions moyennes unitaires sont appliquées dans une première itération aux effectifs de chaque établissement. Aux résultats obtenus est ensuite appliqué, le cas échéant, un coefficient d'ajustement déterminé de telle sorte que l'enveloppe distribuée corresponde bien au montant à distribuer.
- Une fois le montant de la subvention aux ASC ainsi déterminé pour chaque établissement, un complément égal à 0,75% de la masse salariale de l'établissement est ajouté uniquement à la subvention attribuée au CSE de Tarbes.

Conformément aux dispositions de l'article L2312-83 du code du travail, la masse salariale prise en compte pour le calcul de ces subventions aux ASC est constituée :

- par l'ensemble des gains et rémunérations soumis à cotisations de sécurité sociale en application des dispositions de l'article L. 242-1 du code de la sécurité sociale

- à l'exception des indemnités versées à l'occasion de la rupture du contrat de travail à durée indéterminée.

A titre d'illustration, l'annexe n°2 présente une simulation du montant de la subvention qui aurait été versée pour l'exercice 2018 à chacun des établissements en application de ces règles.

Par ailleurs, les parties prennent acte de la décision de la Direction du site de Tarbes, du fait de sa faible participation actuelle aux frais de restauration, de prendre en charge ces derniers, actuellement assumés par le CE de l'établissement. Cette prise en charge se fera progressivement au cours de la période transitoire de 3 ans mentionnée à l'article 2 suivant.

Article 2 : Période transitoire

Compte tenu de la variation importante du montant de la subvention ASC que peut entraîner, pour le CSE d'un certain nombre de sites, la mise en œuvre des modalités de répartition prévues à l'article 1-2, les parties conviennent, afin de permettre aux CSE de s'adapter à la nouvelle situation, que celle-ci se fera de façon progressive et linéaire dans le cadre d'une période transitoire de 3 ans.

Ainsi pour l'année 2019, le montant de la subvention allouée aux ASC continuera à être calculée pour chaque site selon les règles actuellement en vigueur.

A compter de l'année 2020, un double calcul du montant de la subvention aux ASC sera effectué pour chaque site.

L'un (S1) sera effectué selon les règles actuelles, l'autre(S2) selon les modalités prévues à l'article 1-2. La différence (S2-S1) sera, selon les sites, positive ou négative.

Le montant de la subvention (S) versée à chaque site sera égale à :

- Année 2020: $S = S1 + [(S2-S1) \times 1/3]$
- Année 2021: $S = S1 + [(S2-S1) \times 2/3]$
- Année 2022 : $S = S1 + (S2-S1)$

Article 3 : Périodicité du versement de la subvention aux ASC

Les parties conviennent que la périodicité du versement de la subvention aux ASC sera arrêtée localement dans le cadre des discussions sur le règlement intérieur du CSE afin de tenir compte de la spécificité des besoins de chaque instance en lien avec son programme d'activités.

Article 4 : Entrée en vigueur de l'accord

Le présent accord entrera en vigueur le 1er juillet 2019.

Il est rappelé que les stipulations des accords d'entreprise, d'établissement, relatives aux délégués du personnel, au comité d'entreprise, comités d'établissement et comité central d'entreprise ainsi qu'au comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail et au regroupement par accord des institutions représentatives du personnel et à leurs réunions communes, cesseront de produire leur effet à compter de la mise en place des CSE et CSEC.

Par conséquent, les dispositions du présent accord se substituent de plein droit aux accords d'établissement, usages et engagements unilatéraux ayant le même objet, sans qu'il soit nécessaire de dénoncer ses derniers et notamment toute disposition du règlement intérieur des comités d'établissement, toutes pratiques et tous usages tant au niveau local que central.

Article 5 : Durée de l'accord

Le présent accord est conclu pour une durée indéterminée.

Le présent accord pourra faire l'objet d'une révision ou d'une dénonciation conformément aux dispositions légales.

Article 6 : Dépôt de l'accord

Après sa notification à toutes les organisations syndicales représentatives au sein de l'entreprise, le présent accord sera rendu public conformément aux dispositions légales et déposé à l'initiative de la Société sur la plateforme Téléaccord.

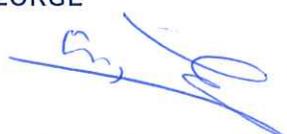
Un exemplaire original sera également remis au greffe du Conseil de prud'hommes de Bobigny. En outre, un exemplaire original sera établi pour chaque partie et affiché dans les différents établissements.

Fait, en 6 exemplaires, à Saint-Ouen, le 28 juin 2019

Pour la société Alstom Transport S.A.

Maud LIEVIN
VP HR France



<p>Pour la CFDT Laurent DESGEORGE</p> 	<p>Pour la CGT Boris AMOROZ</p>
<p>Pour la CFE-CGC Claude MANDART</p> 	<p>Pour FO Vincent JOZWIAK</p> 

Annexe 1 : Données relatives à l'année 2018

	Effectifs inscrits au 31/12/2018- Tous salariés hors impat et stagiaires	Masse salariale	Taux	Montant Subvention ASC
REICHSHOFFEN	783	34 184 107,95	1,40%	478 578,87
PETIT QUEVILLY	66	2 683 212,70	2,00%	53 664,66
LE CREUSOT	699	29 314 544,93	2,70%	791 493,99
ORNANS	284	12 193 493,58	2,55%	310 934,90
VALENCIENNES	1 214	51 650 881,49	2,00%	1 033 031,32
BELFORT	472	20 989 340,18	2,10%	440 776,44
TARBES	673	30 779 290,74	5,00%	1 538 949,55
LA ROCHELLE	1 089	51 121 707,82	2,00%	1 022 445,03
VILLEURBANNE	887	47 841 013,17	1,50%	717 622,30
TIS	851	50 461 288,21	2,30%	1 160 606,71
CSY	291	11 641 984,33	2,30%	267 765,06
OMEGAT	1 724	133 975 686,95	1,70%	2 277 584,67
ATSA	9 033	476 836 552,05	2,116	10 093 453,50

Annexe 2 : Simulation du montant de la subvention qui aurait été versée pour l'exercice 2018 à chacun des établissements en application des règles de l'article 1-2

A) Données prises en compte

	Effectifs inscrits au 31/12/2018- Tous salariés hors impat et stagiaires	Masse salariale	Taux actuel	Montant Subvention ASC actuel	Compensation Tarbes	MAR
ATSA	9 033	476 836 552,05	2,116%	10 093 438,18	230 844,68	9 862 593,50
REICHSHOFFEN	783	34 184 107,95	1,40%	478 577,51		478 577,51
PETIT QUEVILLY	66	2 683 212,70	2,00%	53 664,25		53 664,25
LE CREUSOT	699	29 314 544,93	2,70%	791 492,71		791 492,71
ORNANS	284	12 193 493,58	2,55%	310 934,09		310 934,09
VALENCIENNES	1 214	51 650 881,49	2,00%	1 033 017,63		1 033 017,63
BELFORT	472	20 989 340,18	2,10%	440 776,14		440 776,14
TARBES	673	30 779 290,74	5,00%	1 538 964,54	0,75% de la MS (230844,68)	1 308 119,86
LA ROCHELLE	1 089	51 121 707,82	2,00%	1 022 434,16		1 022 434,16
VILLEURBANNE	887	47 841 013,17	1,50%	717 615,20		717 615,20
TIS	851	50 461 288,21	2,30%	1 160 609,63		1 160 609,63
CSY	291	11 641 984,33	2,30%	267 765,64		267 765,64
OMEGAT	1 724	133 975 686,95	1,70%	2 277 586,68		2 277 586,68

B) Première itération

Première itération de ventilation	Soit + 20€ par tranche par rapport à la SMU				SMU (MAR/9033)	Soit - 20€ par tranche			
	1 151,84 €	1 131,84 €	1 111,84 €	1 091,84 €		1 071,84 €	1 051,84 €	1 031,84 €	1 011,84 €
Subvention Moyenne unitaire par tranche d'effectifs									
Etablissements	Effectifs	Tranches d'effectifs							
		1-200	201-400	401-600	601-800	801-1000	1001-1200	1201-1400	A partir de 1401
REICHSHOFFEN	783	200	200	200	183				
PETIT QUEVILLY	66	66							
LE CREUSOT	699	200	200	200	99				
ORNANS	284	200	84						
VALENCIENNES	1214	200	200	200	200	200	200	14	
BELFORT	472	200	200	72					
TARBES	673	200	200	200	73				
LA ROCHELLE	1089	200	200	200	200	200	89		
VILLEURBANNE	887	200	200	200	200	87			
TIS	851	200	200	200	200	51			
CSY	291	200	91						
OMEGAT	1724	200	200	200	200	200	200	200	324
ATSA	9033	2266	1975	1672	1355	738	489	214	324
Total par tranche		2 610 070,14 €	2 235 384,61 €	1 858 996,99 €	1 479 443,62 €	791 018,15 €	514 349,91 €	220 813,83 €	327 836,26 €
Total des tranches									10 037 913,50 €
Coefficient d'ajustement : 9862593,50 (MAR) / 10037913,50 soit 0,9825									

R
JR
LJ
Mc

C) Montant de la subvention aux ASC par établissement

Subvention Moyenne unitaire par tranche d'effectifs ajustée	MAR										Montant Subvention aux ASC		
	1 131,72 €	1 112,07 €	1 092,42 €	1 072,77 €	1 053,12 €	1 033,47 €	1 013,82 €	994,17 €					
Total MAR par tranche après ajustement	2 564 483,22 €	2 196 341,87 €	1 826 528,16 €	1 453 603,98 €	777 202,40 €	505 366,39 €	216 957,14 €	322 110,34 €					
Etablissements	Effectifs	Tranches d'effectifs											
		1-200	201-400	401-600	601-800	801-1000	1001-1200	1201-1400	A partir de 1401				
REICHSHOFFEN	783	226 344,50 €	222 414,37 €	218 484,23 €	196 316,99 €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	863 560,09 €	
PETIT QUEVILLY	66	74 693,69 €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	74 693,69 €	
LE CREUSOT	699	226 344,50 €	222 414,37 €	218 484,23 €	106 204,28 €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	773 447,38 €	
ORNANS	284	226 344,50 €	93 414,03 €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	319 758,54 €	
VALENCIENNES	1214	226 344,50 €	222 414,37 €	218 484,23 €	214 554,09 €	210 623,96 €	14 193,46 €	- €	- €	- €	- €	1 313 308,42 €	
BELFORT	472	226 344,50 €	222 414,37 €	78 654,32 €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	527 413,19 €	
TARBES	673	226 344,50 €	222 414,37 €	218 484,23 €	78 312,24 €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	745 555,34 €	
LA ROCHELLE	1089	226 344,50 €	222 414,37 €	218 484,23 €	214 554,09 €	210 623,96 €	91 978,75 €	- €	- €	- €	- €	1 184 399,90 €	
VILLEURBANNE	887	226 344,50 €	222 414,37 €	218 484,23 €	214 554,09 €	91 621,42 €	- €	- €	- €	- €	- €	973 418,61 €	
TIS	851	226 344,50 €	222 414,37 €	218 484,23 €	214 554,09 €	53 709,11 €	- €	- €	- €	- €	- €	935 506,30 €	
CSY	291	226 344,50 €	101 198,54 €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	327 543,04 €	
OMEGAT	1724	226 344,50 €	222 414,37 €	218 484,23 €	214 554,09 €	210 623,96 €	202 763,68 €	322 110,34 €	- €	- €	- €	1 823 988,99 €	
ATSA	9033	2 564 483,22 €	2 196 341,87 €	1 826 528,16 €	1 453 603,98 €	777 202,40 €	505 366,39 €	216 957,14 €	322 110,34 €	- €	- €	9 862 593,50 €	

Handwritten signatures and initials: *JK*, *LD*, *de*, *8/12*

Annexe 3 : Illustration du mécanisme de calcul des subventions pendant et au-delà de la période transitoire (base chiffres 2018) 3.2. Année 2021

	Effectifs inscrits au 31/12/2018 - Tous salariés hors impat et stagiaires	Masse salariale	Taux	S1= Montant Subvention ASC hors dépenses restauration CE- répartition taux local	S2=Montant Subvention ASC répartition effectifs	S2-S1=Variation Montant	Variation %	2021 Année 2
								$S1+(S2-S1)*2/3$
ATSA	9 033	476 836 552,05	2,116%	10 093 438,18	10 093 438			
REI	783	34 184 107,95	1,40%	478 577,51	863 560	384 982,58	80,44%	735 232,57
PTQ	66	2 683 212,70	2,00%	53 664,25	74 694	21 029,43	39,19%	67 683,88
LCR	699	29 314 544,93	2,70%	791 492,71	773 447	- 18 045,34	-2,28%	779 462,49
ORN	284	12 193 493,58	2,55%	310 934,09	319 759	8 824,45	2,84%	316 817,05
VPF	1 214	51 650 881,49	2,00%	1 033 017,63	1 313 308	280 290,79	27,13%	1 219 878,16
BLF	472	20 989 340,18	2,10%	440 776,14	527 413	86 637,05	19,66%	498 534,18
TRB	673	30 779 290,74	5,00%	1 538 964,54	976 400	- 562 564,51	-36,55%	1 163 921,53
LRH	1 089	51 121 707,82	2,00%	1 022 434,16	1 184 400	161 965,74	15,84%	1 130 411,32
VBN	887	47 841 013,17	1,50%	717 615,20	973 419	255 803,42	35,65%	888 150,81
TIS	851	50 461 288,21	2,30%	1 160 609,63	935 506	- 225 103,33	-19,40%	1 010 540,74
CSY	291	11 641 984,33	2,30%	267 765,64	327 543	59 777,40	22,32%	307 617,24
OMEGAT	1 724	133 975 686,95	1,70%	2 277 586,68	1 823 989	- 453 597,69	-19,92%	1 975 188,22

Plus (0,4% de Masse Salariale*2/3)=
81891,31 en frais de restauration

Paraphes des parties :

(Handwritten initials and signature)

10/12

Annexe 3 : Illustration du mécanisme de calcul des subventions pendant et au-delà de la période transitoire (base chiffres 2018)

3.1. Année 2020

	Effectifs inscrits au 31/12/2018- Tous salariés hors impat et stagiaires	Masse salariale	Taux	S1= Montant Subvention ASC hors dépenses restauration CE- répartition taux local	S2=Montant Subvention ASC répartition effectifs	S2-S1=Variation Montant	Variation %	2020 Année 1 S1+(variation/3)
ATSA	9 033	476 836 552,05	2,116%	10 093 438,18	10 093 438,18			
REI	783	34 184 107,95	1,40%	478 577,51	863 560	384 982,58	80,44%	606 905,04
PTQ	66	2 683 212,70	2,00%	53 664,25	74 694	21 029,43	39,19%	60 674,06
LCR	699	29 314 544,93	2,70%	791 492,71	773 447	- 18 045,34	-2,28%	785 477,60
ORN	284	12 193 493,58	2,55%	310 934,09	319 759	8 824,45	2,84%	313 875,57
VPF	1 214	51 650 881,49	2,00%	1 033 017,63	1 313 308	280 290,79	27,13%	1 126 447,89
BLF	472	20 989 340,18	2,10%	440 776,14	527 413	86 637,05	19,66%	469 655,16
TRB	673	30 779 290,74	5,00%	1 538 964,54	976 400	- 562 564,51	-36,55%	1 351 443,03
LRH	1 089	51 121 707,82	2,00%	1 022 434,16	1 184 400	161 965,74	15,84%	1 076 422,74
VBN	887	47 841 013,17	1,50%	717 615,20	973 419	255 803,42	35,65%	802 883,00
TIS	851	50 461 288,21	2,30%	1 160 609,63	935 506	- 225 103,33	-19,40%	1 085 575,19
CSY	291	11 641 984,33	2,30%	267 765,64	327 543	59 777,40	22,32%	287 691,44
OMEGAT	1 724	133 975 686,95	1,70%	2 277 586,68	1 823 989	- 453 597,69	-19,92%	2 126 387,45

Plus (0,4% de Masse
Salariale/3)=40 945,65
en frais de restauration

Annexe 3 : Illustration du mécanisme de calcul des subventions pendant la période transitoire (base chiffres 2018)

3.4. Synthèse évolution subvention ASC pendant période transitoire (base chiffres 2018)

	Montant Subvention ASC 2019	Montant Subvention ASC 2020	Montant Subvention ASC 2021	Montant Subvention ASC 2022	Montant Subvention ASC à compter 2023
REICHSHOFFEN	478 578,87	606 905,04	735 232,57	863 560,09	863 560,09
PETIT QUEVILLY	53 664,66	60 674,06	67 683,88	74 693,69	74 693,69
LE CREUSOT	791 493,99	785 477,60	779 462,49	773 447,38	773 447,38
ORNANS	310 934,90	313 875,57	316 817,05	319 758,54	319 758,54
VALENCIENNES	1 033 031,32	1 126 447,89	1 219 878,16	1 313 308,42	1 313 308,42
BELFORT	440 776,44	469 655,16	498 534,18	527 413,19	527 413,19
TARBES	1 538 949,55	1 351 443,03	1 163 921,53	976 400,02	976 400,02
LA ROCHELLE	1 022 445,03	1 076 422,74	1 130 411,32	1 184 399,90	1 184 399,90
VILLEURBANNE	717 622,30	802 883,00	888 150,81	973 418,61	973 418,61
TIS	1 160 606,71	1 085 575,19	1 010 540,74	935 506,30	935 506,30
CSY	267 765,06	287 691,44	307 617,24	327 543,04	327 543,04
OMEGAT	2 277 584,67	2 126 387,45	1 975 188,22	1 823 988,99	1 823 988,99
ATSA	10 093 453,50	10 093 438,18	10 093 438,18	10 093 438,18	10 093 438,18

Paraphes des parties :

^ JZ W

12/12

de

Annexe 3 : Illustration du mécanisme de calcul des subventions pendant et au-delà de la période transitoire (base chiffres 2018)

3.3. Année 2022 et suivantes

	Effectifs inscrits au 31/12/2018- Tous salariés hors imput et stagiaires	Masse salariale	Taux	S1= Montant Subvention ASC hors dépenses restauration CE- répartition taux local	S2=Montant Subvention ASC répartition effectifs	S2-S1=Variation Montant	Variation %	2022 Année 3 S1+((S2-S1)
ATSA	9 033	476 836 552,05	2,116%	10 093 438,18	10 093 438			10 093 438,18
REI	783	34 184 107,95	1,40%	478 577,51	863 560	384 982,58	80,44%	863 560,09
PTQ	66	2 683 212,70	2,00%	53 664,25	74 694	21 029,43	39,19%	74 693,69
LCR	699	29 314 544,93	2,70%	791 492,71	773 447	- 18 045,34	-2,28%	773 447,38
ORN	284	12 193 493,58	2,55%	310 934,09	319 759	8 824,45	2,84%	319 758,54
VPF	1 214	51 650 881,49	2,00%	1 033 017,63	1 313 308	280 290,79	27,13%	1 313 308,42
BLF	472	20 989 340,18	2,10%	440 776,14	527 413	86 637,05	19,66%	527 413,19
TRB	673	30 779 290,74	5,00%	1 538 964,54	976 400	- 562 564,51	-36,55%	976 400,02
LRH	1 089	51 121 707,82	2,00%	1 022 434,16	1 184 400	161 965,74	15,84%	1 184 399,90
VBN	887	47 841 013,17	1,50%	717 615,20	973 419	255 803,42	35,65%	973 418,61
TIS	851	50 461 288,21	2,30%	1 160 609,63	935 506	- 225 103,33	-19,40%	935 506,30
CSY	291	11 641 984,33	2,30%	267 765,64	327 543	59 777,40	22,32%	327 543,04
OMEGAT	1 724	133 975 686,95	1,70%	2 277 586,68	1 823 989	- 453 597,69	-19,92%	1 823 988,99

Plus (0,4% de Masse Salariale=122836,96) en frais de restauration

Paraphes des parties :

n *JV* *LD*

11/12

He